

**« En France, on préfère les oppositions, les clashes et les propos fumants. »**

**Posté le 2 avril 2014 par Kévin Alleno — wattmag.fr**

Les dernières élections municipales et le haut niveau d'abstention semblent venir confirmer la défiance des citoyens à l'égard de la politique. Nous avons donc voulu nous entretenir avec Gwendal Rouillard, représentant de la nouvelle génération de responsables politiques, pour connaître son ressenti vis-à-vis de ce phénomène. Député du pays de Lorient, secrétaire de la fédération socialiste du Morbihan pendant 10 ans, très proche du ministre de la défense Jean-Yves Le Drian et du Président François Hollande, Gwendal Rouillard nous expose sa vision de la politique et ses propositions pour redonner aux citoyens confiance en elle.

**WATT : Alors pour commencer, comment en arrive-t-on à la politique ? Avez-vous eu des modèles ?**

Gwendal Rouillard : Mon inspirateur est Jean-Yves Le Drian. Un homme qui a toujours concilié valeurs humanistes, comportement d'ouverture, et une capacité à concilier à la fois les idées politiques qui sont les nôtres et le pragmatisme qui est le sien. Concilier valeurs, idées et pragmatisme, c'est une méthode et un état d'esprit. J'appartiens à cette école de pensée c'est la seule manière aujourd'hui de réhabiliter le politique, de renouer le lien tellement distendu entre le politique, les politiques et les citoyens.

**WATT : Comment un homme politique choisit-il ses combats ?**

G.R : Nous avons deux catégories de combats.

La première appartient aux combats de notre famille politique, à l'histoire des socialistes, à son présent, à son avenir, et aux engagements du Président de la République, François Hollande, qui engagent notre famille politique à l'égard du pays.

La deuxième catégorie est celle des combats propres à chacun, à nos parcours et à nos territoires. Pour exemple, en tant que parlementaire, je suis impliqué dans les questions de défense, les questions d'industrie, l'enseignement supérieur, l'éducation de manière générale, les questions liées aux droits de l'enfant. Ce sont des combats à la fois personnels et liés aux réalités du territoire que j'ai le plaisir de représenter.

*« Le parlementaire doit devenir un parlementaire stratège »*

**WATT : On critique souvent l'absentéisme des députés. Mais que font-ils lorsqu'ils ne siègent pas à l'Assemblée ?**

G.R : Les députés sont souvent à l'Assemblée nationale mais ne sont pas souvent dans l'Hémicycle. Or, les télévisions zooment – et c'est normal- sur l'Hémicycle. Sauf que, et cela est trop peu expliqué, l'essentiel du travail se fait en commission, en groupes de travail, en entretiens, dans les ministères, ou en visitant telle ou telle entreprise. C'est peu visible mais la réalité est celle-là.

Aujourd'hui, et surtout dans ce contexte de non cumul des mandats, il faudrait donc que les parlementaires réinventent leur fonction. Le parlementaire classique vote le budget et dépose de

temps en temps des amendements. C'est très bien mais ça ne suffit pas, ça ne suffit plus ! Le parlementaire doit désormais devenir un parlementaire stratège. C'est-à-dire, un parlementaire qui a la capacité d'influencer à la fois les choix nationaux, les choix européens – trop peu d'élus se rendent à Bruxelles –, tout en ayant une capacité plus forte à relayer les aspirations de son territoire afin de mieux irriguer les politiques nationales.

**WATT : Vous qui avez été un temps à la fois député, premier secrétaire fédéral du PS dans le Morbihan et vice-président de Lorient Agglomération, quel est votre sentiment sur le cumul des mandats et la loi récemment votée ?**

G.R : J'ai voté la loi par conviction et je passe des discours aux actes puisque je ne suis plus premier secrétaire fédéral et je ne suis plus vice-président de Lorient Agglomération, ni conseiller communautaire d'ailleurs.

Le non-cumul est une évolution souhaitable et souhaitée dans notre démocratie. Il faut partager les responsabilités et permettre à des nouvelles générations de s'engager.

Le non-cumul permet également à la parité de se mettre en place concrètement. Parce qu'il ne faut pas oublier que la parité reste un combat à bien des égards et qu'il faut bien comprendre que la limitation du cumul des mandats participe de ce combat.

Le non-cumul et la parité permettent le façonnage d'une démocratie moderne. On constate aujourd'hui qu'il reste encore bien du travail et qu'il faut aller plus loin. Parce que si la France veut grandir et si notre démocratie veut véritablement se moderniser, les partis politiques et les élus issus de ces formations, vont devoir développer leur capacité à élaborer des positions de compromis. Démontrer notre capacité à travailler ensemble est un enjeu fondamental pour notre démocratie.

*« Communiquer n'est pas convaincre ! »*

**WATT : Il y a quelques années encore les débats politiques révélaient de réelles divergences de fond, Mitterrand/Séguin sur l'Europe, Rocard/Emmanuelli sur l'interventionnisme de l'Etat par exemple. Or, aujourd'hui les querelles de personnes semblent avoir supplanté les débats d'idées. Comment le ressentez-vous et comment l'expliquez-vous ?**

G.R : Je le ressens comme vous. Aujourd'hui, la vie politique va vite, de plus en plus vite et même trop vite. En clair, le temps médiatique – qui s'accélère en permanence – n'est pas le temps politique. On est en décalage permanent. En conséquence, les politiques se transforment en communicants – plus ou moins bons, plus ou moins convaincants – et perdent pour certains le sens de leur mission première, qui est de mener des combats, porter des projets, mener à bien des dossiers et convaincre les citoyens. Disons-le : Communiquer n'est pas convaincre ! Il faut le faire, mais il faut surtout, se rappeler que l'on ne peut convaincre que par la force des arguments.

Sur le fond, ce qui me frappe est la difficulté, pour nous tous réunis, de sortir des schémas classiques, des clivages et des esprits de boutique. Ces postures générales ne permettent malheureusement pas de construire des positions animées d'un sentiment d'unité nationale. Pourtant, je pense que notre responsabilité est d'assumer le clivage gauche/droite – qui à mes yeux conserve tout son sens – tout en, sur quelques sujets, travaillant tous ensemble sur des argumentaires qui puissent réunir demain une majorité d'élus de la nation, quelque soit leur étiquette et leur appartenance. Si je prends un

exemple d'actualité, l'Assemblée nationale a voté le 25 février dernier, à l'unanimité la proposition de loi qui vise à encadrer le détachement des travailleurs européens en France. C'est suffisamment rare pour le souligner. Un beau sujet, un débat bien mené et un rapport parlementaire rédigé par Gilles Savary éclairé, ont abouti au vote d'une loi importante partagée par l'ensemble des parlementaires. C'est ce genre de pratiques politiques qu'il nous faut diffuser et, comme en Allemagne, systématiquement, nous devons chercher à construire des compromis.

Malheureusement, aujourd'hui, en France, on préfère les oppositions, les clashes et les propos fumants. C'est préoccupant, inefficace et dramatique pour l'avenir de notre pays. A cet égard, il n'y a qu'à évoquer le spectacle affligeant que nous offrons aux questions au gouvernement.

*« La génération Hollande est celle qui doit assumer la dette du pays et relever les difficultés de la France à s'adapter aux réalités du monde. »*

**WATT : Vous avez nommé la nouvelle génération de responsables politiques, la « génération Hollande ». Comment la définissez-vous ?**

G.R : La génération Hollande est celle qui est née avec François Mitterrand à l'Élysée. Elle a connu, malgré son jeune âge, les déboires de la « mitterrandie » finissante. Elle a connu aussi le 21 avril 2002 et l'arrivée de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour d'une élection présidentielle en France. Elle a connu et connaît les difficultés économiques du pays.

La génération Hollande est celle qui doit assumer la dette du pays et relever les difficultés de la France à s'adapter aux réalités du monde. C'est celle qui doit trouver comment, à partir de cet héritage et de ces contraintes, en faire des atouts. Oui, nous l'entendons trop peu souvent mais la France a des atouts.

Notre génération, la génération Hollande, a des leviers, mais comme toutes les générations, elle doit faire ses preuves, s'inspirer des dirigeants expérimentés et en même temps conserver sa liberté d'action.

Plus qu'une autre, notre génération a une responsabilité particulière pour l'avenir de notre pays.

**WATT : En tant que responsable politique, comment appréhendez-vous les réseaux sociaux et le risque qui y est lié de dégrader la parole politique ?**

G.R : C'est comme tout dans la vie, il faut trouver le juste équilibre, le juste mot, le juste propos, et toujours se poser la question : quel message je souhaite délivrer ?

Avec la multiplication des moyens de communications, soit les politiques se transforment en commentateurs de leur propre vie politique – c'est un peu comme si les sportifs se mettaient à commenter leurs propres prestations-, soit ils restent des acteurs et expliquent leurs actions. Dans ce dernier cas, ça veut dire qu'il faut s'obliger à délivrer un message et expliquer le sens de notre action. De cette façon, on fixe des objectifs, on donne des rendez-vous, on fait comprendre une méthode de travail et on définit son identité politique. C'est ce genre de politique que, pour ma part, j'entends être.

Si je prends l'exemple de ma circonscription, pour Lorient, ce qui compte c'est : le festival interceltique, le football club de Lorient, le port de pêche, la construction navale, l'université de

Bretagne-sud, etc. En même temps, il s'agit d'un territoire inséré dans sa région propre et dans son pays. Je représente les citoyens de cette circonscription, mon travail n'est donc pas de commenter la vie politique.

En résumé, il est regrettable que certains politiques deviennent des commentateurs de la vie politique, alors que notre travail est d'expliquer, de démontrer et d'associer les acteurs et les citoyens avec nous.

**WATT : Quelle est la solution alors selon vous pour redonner foi dans la politique ?**

G.R : Il y a plusieurs paramètres.

Premièrement, la culture du projet. Un projet s'élabore, se construit, il est exigeant car il nécessite d'associer les citoyens à sa définition, de confronter des points de vue, d'accepter de se remettre en cause. C'est difficile, mais c'est la clé principale.

Deuxièmement, une méthode démocratique qui permette d'associer les uns et les autres, on appelle ça le dialogue social, on pourrait même l'appeler sociétal. C'est ce que notre gouvernement tente de mettre en place depuis son entrée en fonction. Cette capacité à dialoguer est pour moi une autre clé.

Troisièmement, il faut que nous puissions démontrer notre utilité. Les citoyens considèrent aujourd'hui que le politique ne sert à rien, que le pouvoir est économique, qu'il est aux Etats-Unis, en Chine, à Bruxelles, qu'il a quitté la France, qu'il a quitté le politique. Beaucoup de citoyens le pensent et parfois ce n'est pas complètement faux. Par notre action concrète, nous devons démontrer notre utilité, cette capacité à peser sur les choix face aux forces économiques.

***Propos recueillis par Kevin Alleno***